



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 82

Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales

Présentation

**Présenté par
M. André Bourbeau
Ministre des Affaires municipales**

NOV 20 1987

**Éditeur officiel du Québec
1987**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi introduit deux mesures que les municipalités peuvent prendre pour alléger le fardeau des taxes foncières imposées à leurs contribuables. La première est un dégrèvement applicable en cas de forte hausse de la valeur imposable d'un immeuble; essentiellement, cette mesure fait en sorte que la taxe foncière soit calculée sur la base d'une valeur imposable dont l'augmentation par rapport à l'année précédente est plafonnée. La seconde mesure est l'étalement du paiement des taxes foncières; elle consiste à permettre au contribuable de reporter de quelques années, jusqu'à concurrence de trois, la partie de ses taxes foncières qui dépasse, par rapport aux taxes de l'année précédente, la limite d'une augmentation raisonnable fixée par la municipalité.

Par ailleurs, ce projet de loi clarifie la situation des établissements du mouvement coopératif quant à l'assujettissement à la taxe d'affaires. Depuis le 1^{er} janvier 1987, les lois constitutives de ces établissements ne sont plus censées faire obstacle à l'assujettissement de ceux-ci à cette taxe. En contrepartie, tous les comptes de taxe d'affaires expédiés à ces établissements pour 1985 et 1986 sont nuls et doivent être remboursés.

Ensuite, ce projet de loi rend inapplicable une disposition permettant de calculer la « taxe d'amusement » sur le prix d'entrée théorique dans un « lieu d'amusement » plutôt que sur le prix réellement payé. Cependant, l'exploitant du « lieu d'amusement » doit démontrer à la municipalité que certaines personnes n'ont pas payé de prix d'entrée ou ont payé un prix réduit, sans quoi il doit remettre à la municipalité le montant correspondant à la taxe que ces personnes auraient dû payer sur la base du prix d'entrée théorique.

Le projet de loi permet, dans le cas d'un immeuble possédé en copropriété indivise, que le compte de taxes foncières soit expédié à un seul des copropriétaires plutôt qu'à tous.

Enfin, il supprime la disposition qui prévoit une période minimale de 60 jours entre la publication d'un projet de règlement adopté en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et l'adoption du règlement définitif; ainsi, le délai de 45 jours prévu par la Loi sur les règlements s'appliquera.

Projet de loi 82

Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 5 de la Loi concernant les droits sur les divertissements (L.R.Q., chapitre D-14) est abrogé.

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 6, du suivant:

« **6.1** Le perceuteur du droit doit démontrer à la municipalité, sur demande, que des personnes ont été admises dans le lieu d'amusements gratuitement ou moyennant un prix d'entrée inférieur à celui qu'elles auraient autrement payé, notamment au moyen d'un billet de faveur ou d'un billet de saison, ou qu'elles ont obtenu un tel billet leur permettant une telle entrée gratuite ou à prix réduit.

À défaut, le perceuteur est censé avoir perçu de ces personnes le montant du droit calculé en fonction du prix d'entrée qu'elles auraient autrement payé. ».

3. L'article 81 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « Toutefois, dans le cas où l'unité est inscrite au nom de plusieurs personnes, il peut expédier l'avis et le compte à une seule d'entre elles en indiquant sur ceux-ci qu'ils s'adressent au destinataire et aux autres personnes, lesquelles peuvent être désignées collectivement. ».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 232, du suivant:

«**232.1** Les articles 77 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4), 128 de la Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) et 6 de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38) n'ont pas pour effet d'empêcher l'application de l'article 232 à un organisme auquel s'applique l'un d'eux. ».

5. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 253, de ce qui suit:

«SECTION IV.1

«DÉGRÈVEMENT APPLICABLE AUX TAXES FONCIÈRES EN CAS DE FORTE HAUSSE DE LA VALEUR IMPOSABLE

«**253.1** Toute corporation municipale peut, par règlement, prévoir un dégrèvement applicable aux taxes foncières imposées pour un exercice financier et basées sur la valeur imposable des unités d'évaluation admissibles.

«**253.2** Est admissible au dégrèvement toute unité d'évaluation dont la valeur imposable pour l'exercice considéré augmente, par rapport à sa valeur imposable pour l'exercice précédent, d'un pourcentage supérieur au pourcentage d'augmentation fixé par le règlement comme seuil d'admissibilité.

Dans le cas où une unité inscrite au rôle de l'exercice considéré résulte du regroupement de plusieurs unités entières inscrites au rôle de l'exercice précédent, la somme des valeurs imposables de celles-ci est assimilée à la valeur imposable, pour l'exercice précédent, de l'unité résultant du regroupement.

Ne sont pas admissibles au dégrèvement l'unité qui est un terrain vague et celle qui résulte de la division d'une unité inscrite au rôle de l'exercice précédent.

«**253.3** Pour établir le pourcentage d'augmentation de la valeur imposable d'une unité d'évaluation, on compare sa valeur imposable inscrite au rôle de l'exercice considéré, comme il existe à la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81, et sa valeur imposable inscrite au rôle de l'exercice précédent, comme il existait à la fin de cet exercice compte tenu des modifications qui lui ont été apportées avant la date de la confection de ce compte.

Pour l'application du premier alinéa, on ne tient pas compte de la valeur de tout ou partie d'un immeuble qui a été ajouté à l'unité par une modification faite au rôle de l'exercice considéré en vertu du paragraphe 7° de l'article 174, à moins que cette modification n'ait également effet à l'égard du rôle de l'exercice précédent.

Les deux premiers alinéas s'appliquent sous réserve du deuxième alinéa de l'article 253.5.

« **253.4** Le pourcentage d'augmentation fixé par le règlement comme seuil d'admissibilité au dégrèvement doit être égal ou supérieur au plus élevé des suivants :

1° le pourcentage obtenu lorsqu'on additionne 10 % et le pourcentage d'augmentation globale des valeurs inscrites aux rôles ;

2° le pourcentage obtenu lorsqu'on multiplie par 1,5 le pourcentage d'augmentation globale des valeurs inscrites aux rôles.

Pour établir le pourcentage d'augmentation globale des valeurs inscrites aux rôles, on compare la somme des valeurs inscrites au rôle de l'exercice considéré, comme il existe lors de son dépôt, et la somme des valeurs inscrites au rôle de l'exercice précédent, comme il existe la veille de ce dépôt.

Pour l'application du deuxième alinéa, on ne tient pas compte :

1° de la valeur d'une unité d'évaluation qui est inscrite dans un rôle sans avoir d'équivalent dans l'autre ;

2° de la valeur d'une unité qui est inscrite dans un rôle et qui dans l'autre est regroupée avec une autre unité ou est divisée en plusieurs unités, à moins que ce regroupement ou cette division n'ait pas, en soi, entraîné un changement de valeur des immeubles concernés ;

3° de la valeur d'une unité qui est un terrain vague ;

4° de la valeur de tout ou partie d'un immeuble qui a été ajouté à l'unité, ou en a été soustrait, par une modification faite au rôle de l'exercice précédent en vertu du paragraphe 6° ou 7° de l'article 174.

« **253.5** Le montant du dégrèvement est égal à la différence entre le montant des taxes foncières qui serait payable en l'absence du dégrèvement pour l'exercice considéré à l'égard de l'unité d'évaluation admissible et celui qui serait payable si la valeur imposable de l'unité était une valeur fictive égale à sa valeur imposable inscrite au rôle de l'exercice précédent établie conformément aux deux premiers alinéas de l'article 253.3 et augmentée d'un pourcentage correspondant au seuil d'admissibilité fixé par le règlement.

Toutefois, le règlement peut prévoir que, pour établir le pourcentage d'augmentation de la valeur imposable de l'unité aux fins de déterminer si elle est admissible au dégrèvement pour l'exercice considéré et pour

calculer le montant de ce dégrèvement, on utilise, au lieu de la valeur imposable inscrite au rôle de l'exercice précédent établie conformément aux deux premiers alinéas de l'article 253.3, la valeur fictive qui a servi au calcul du dégrèvement pour l'exercice précédent ou celle qui aurait servi si les modifications apportées à ce rôle après la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 pour cet exercice et avant celle de la confection de ce compte pour l'exercice considéré avaient été faites avant la première date.

Le deuxième alinéa ne peut s'appliquer à une unité pour plus de trois exercices consécutifs.

« **253.6** Lorsqu'une modification au rôle ou la confection d'un nouveau rôle en remplacement d'un autre qui a été cassé ou déclaré nul a pour effet de modifier la valeur imposable d'une unité d'évaluation admissible, le montant du supplément ou du remboursement de taxes qui en découle doit tenir compte du dégrèvement.

Il en est de même lorsque la modification ou la confection du rôle a pour effet de rendre admissible une unité ou de lui faire perdre ce caractère.

« **253.7** La corporation municipale peut, par résolution, demander à l'évaluateur d'établir le pourcentage d'augmentation globale des valeurs inscrites aux rôles, conformément aux deuxième et troisième alinéas de l'article 253.4, ou d'identifier les unités d'évaluation qui seraient admissibles au dégrèvement selon tout seuil d'admissibilité, au sens du premier alinéa de cet article, qu'elle indique.

Le cas échéant, la transmission de la copie de la résolution à l'évaluateur doit être faite par l'intermédiaire de la municipalité.

« **253.8** Le montant du dégrèvement doit apparaître sur le compte des taxes foncières imposées à toute unité d'évaluation admissible.

À l'occasion de l'expédition de ce compte, la corporation municipale ou la municipalité qui en est responsable doit renseigner le contribuable sur la façon dont a été établi le montant du dégrèvement.

« **253.9** Les articles 253.1 à 253.8 s'appliquent à toute unité d'évaluation dont la valeur imposable est établie conformément à l'un des articles 211, 214 et 231.1 de la présente loi et 33 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4).

Toutefois, ils ne s'appliquent pas à une unité dont la valeur imposable augmente, d'un exercice à l'autre, en raison de l'application du deuxième alinéa de l'article 217 ou parce qu'une disposition énumérée au premier alinéa cesse de s'y appliquer.

« **253.10** Les articles 253.1 à 253.8 s'appliquent à toute unité d'évaluation non imposable à l'égard de laquelle doit être payée une somme prévue à l'article 205, au premier alinéa de l'article 208 ou à l'un des articles 210 et 254, sauf à une unité visée à l'un des trois derniers alinéas de l'article 255.

Pour l'application des articles 253.1 à 253.8 à cette unité, sa valeur non imposable est assimilée à une valeur imposable, la somme payable à son égard est assimilée à une taxe foncière et la première demande de paiement de cette somme pour l'exercice financier est assimilée au compte de taxes foncières prévu à l'article 81.

Les articles 253.1 à 253.8 ne s'appliquent pas à toute autre unité d'évaluation dont la valeur, d'un exercice à l'autre, cesse d'être non imposable.

« **253.11** Les articles 253.1 à 253.10 s'appliquent malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement pris en vertu d'une telle loi.

Ils ne s'appliquent pas à l'égard des taxes scolaires perçues par une corporation municipale ou une municipalité.

« SECTION IV.2

« ÉTALEMENT DU PAIEMENT DES TAXES FONCIÈRES

« **253.12** Toute corporation municipale peut, par règlement, permettre aux contribuables admissibles d'étaler sur plusieurs exercices financiers le paiement des taxes foncières.

« **253.13** Est admissible à l'étalement tout contribuable devant payer pour un exercice financier un montant de taxes foncières qui augmente, par rapport à celui de l'exercice précédent, d'un pourcentage supérieur au pourcentage d'augmentation fixé par le règlement comme seuil d'admissibilité.

Toutefois, le règlement peut prévoir que le paiement des taxes foncières imposées sur les unités d'évaluation de toute catégorie qu'il détermine ne peut faire l'objet d'un étalement; ces taxes ne sont alors pas visées par la présente section.

« **253.14** Pour établir le pourcentage d'augmentation du montant de taxes foncières devant être payé par le contribuable, on compare le montant exigé dans le compte prévu à l'article 81 pour l'exercice considéré et le montant total exigé pour l'exercice précédent dans tous les comptes expédiés avant la date de la confection du compte mentionné en premier lieu.

Pour l'application du premier alinéa :

1° le montant exigé pour l'exercice considéré ne comprend ni le montant reporté d'un exercice antérieur, ni l'intérêt produit par ce montant, ni le montant attribuable à une modification du rôle faite en vertu du paragraphe 7° de l'article 174, à moins qu'elle n'ait également effet à l'égard du rôle de l'exercice précédent;

2° le montant total exigé pour l'exercice précédent ne comprend ni le montant reporté d'un exercice antérieur, ni le montant pouvant être reporté à un exercice ultérieur, qu'il l'ait été ou non, ni l'intérêt produit par l'un ou l'autre de ces montants.

« **253.15** Le pourcentage d'augmentation fixé par le règlement comme seuil d'admissibilité à l'étalement doit être égal ou supérieur à celui obtenu lorsqu'on additionne 10% et le pourcentage d'augmentation des revenus d'imposition de la corporation municipale.

Pour établir le pourcentage d'augmentation des revenus d'imposition de la corporation, on compare le total des revenus visés au paragraphe 1° de l'article 234 qui sont prévus au budget de l'exercice considéré et le total de ces revenus qui sont prévus au budget et à tout budget supplémentaire de l'exercice précédent.

Dans le cas où le total des revenus d'imposition est réduit ou augmenté en raison de la constitution d'une nouvelle corporation municipale, d'un regroupement, d'une annexion ou d'une autre modification du territoire de la corporation municipale, celle-ci établit le pourcentage d'augmentation de ses revenus d'imposition comme si son nouveau territoire avait été le même au cours des deux exercices.

« **253.16** Le contribuable admissible à l'étalement peut reporter à un exercice ultérieur le paiement de la partie de l'excédent des taxes foncières de l'exercice considéré sur celles de l'exercice précédent, calculé conformément à l'article 253.14, qui dépasse le seuil d'admissibilité fixé par le règlement.

Est réputé renoncer à cet étalement le contribuable admissible qui est en défaut de payer les taxes foncières de l'exercice considéré ou le premier versement de celles-ci, selon le cas, ou, sous réserve de l'article 253.17, qui paie le montant entier de ces taxes ou de ce versement.

« **253.17** Le paiement de tout compte supplémentaire de taxes foncières pour l'exercice considéré qui est expédié après la confection du compte prévu à l'article 81 et avant la fin de l'exercice peut être reporté à un exercice ultérieur lorsque le contribuable est déjà admissible à l'étalement, qu'il se soit ou non prévalu du droit à l'étalement à l'égard de ce dernier compte.

Lorsqu'un compte supplémentaire de taxes foncières pour l'exercice considéré est expédié à l'époque mentionnée au premier alinéa à un contribuable qui n'est pas déjà admissible à l'étalement, le paiement d'une partie de ce compte peut être reporté à un exercice ultérieur à la condition que ce compte ne résulte pas d'une modification au rôle faite en vertu du paragraphe 7° de l'article 174 et que le montant de ce compte soit tel que, s'il avait été ajouté au montant du compte prévu à l'article 81 pour l'application de l'article 253.14, le contribuable aurait été admissible et aurait pu reporter le paiement d'une partie de cette somme. Le contribuable est alors réputé admissible et peut reporter le paiement de cette partie du compte supplémentaire.

« **253.18** Le privilège afférent aux taxes foncières grève l'unité d'évaluation, pour garantir le paiement du montant dont le paiement est reporté et de l'intérêt qu'il produit, dès que le contribuable admissible se prévaut du droit à l'étalement.

« **253.19** La partie des taxes foncières dont le paiement est reporté à un exercice ultérieur porte intérêt au taux fixé par le règlement.

Ce taux doit, au moment où il est fixé, être inférieur à celui que la corporation municipale applique aux arriérés de ses taxes foncières.

Le taux ne peut être modifié pour une partie d'exercice financier; chaque taux successif est valable pour un exercice entier.

L'intérêt cesse de courir à la date de la confection du compte sur lequel est inscrit, en vertu du premier alinéa de l'article 253.21 ou de l'article 253.22, le montant du capital payable. Il cesse de courir sur tout ou partie du capital payé avant la confection de ce compte.

« **253.20** La partie des taxes foncières dont le paiement est reporté, accrue de l'intérêt produit, est payable en versements annuels égaux au cours des trois exercices financiers qui suivent celui pour lequel elles ont été imposées.

Toutefois, le règlement peut prévoir que la partie des taxes foncières dont le paiement est reporté, accrue de l'intérêt produit, est payable en versements annuels égaux au cours des deux exercices suivants ou payable en entier au cours du premier exercice suivant.

Dans le cas où un versement annuel est fait conformément au premier alinéa ou conformément à ce que le règlement prévoit en vertu du deuxième alinéa, l'article 253.19 s'applique au solde.

« **253.21** Tout montant payable au cours d'un exercice financier en vertu de l'article 253.20 est inscrit distinctement sur le compte de taxes foncières prévu à l'article 81 pour cet exercice.

À titre de renseignement, le solde qui n'est pas payable est inscrit comme tel sur le compte, le cas échéant.

Le compte distingue le capital de l'intérêt.

« **253.22** Malgré l'article 253.20, le solde de la partie des taxes foncières dont le paiement est reporté, accru de l'intérêt produit, est payable par le contribuable qui, avant l'échéance prévue à cet article ou au règlement, cède l'unité d'évaluation sur laquelle elles ont été imposées.

La corporation municipale ou la municipalité responsable de l'expédition des comptes de taxes peut expédier un compte spécifique au cédant, après la modification du rôle donnant suite à la cession de l'unité d'évaluation. Le compte distingue le capital de l'intérêt.

« **253.23** Tout montant inscrit comme payable sur le compte conformément à l'article 253.21 ou 253.22 doit être payé en un seul versement.

Il est exigible à l'expiration du délai prévu par la loi qui régit la corporation municipale pour le paiement de ses taxes foncières. En cas de défaut de paiement, le montant porte intérêt au taux applicable aux arriérés de taxes foncières à compter de l'expiration de ce délai. Le délai de prescription commence alors à courir.

« **253.24** Pour déterminer si les taxes foncières peuvent être payées en plusieurs versements au cours d'un exercice financier, l'article 252 et le règlement pris en vertu du paragraphe 4° de l'article 263 s'appliquent, compte tenu des adaptations suivantes:

1° on ne tient pas compte d'un montant dont le paiement a été reporté d'un exercice antérieur;

2° si le contribuable admissible à l'étalement choisit de reporter à un exercice ultérieur le paiement d'une partie des taxes foncières imposées pour l'exercice, on ne tient compte que du solde de ces taxes dont le paiement n'est pas ainsi reporté.

Le compte de taxes foncières d'un contribuable admissible doit exposer chacune des situations possibles, quant au paiement de ces taxes en un ou plus d'un versement, selon que le contribuable choisit ou non de reporter à un exercice ultérieur le paiement d'une partie de celles-ci.

« **253.25** Le contribuable admissible à l'étalement peut payer en tout temps avant qu'il ne soit payable tout ou partie du montant dont le paiement a été reporté, accru de l'intérêt produit.

En cas de paiement partiel, son imputation est faite d'abord sur l'intérêt produit. Les articles 253.19 à 253.24 s'appliquent alors au solde.

« **253.26** Les articles 253.12 à 253.25 s'appliquent malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement pris en vertu d'une telle loi.

Ils ne s'appliquent pas à l'égard des taxes scolaires perçues par une corporation municipale ou une municipalité. ».

6. L'article 266 de cette loi est abrogé.

7. Les articles 1 et 2 ont effet aux fins de tout exercice financier municipal à compter de celui de 1988.

8. L'article 4 a effet depuis le 1^{er} janvier 1987.

Est nulle toute taxe d'affaires imposée pour l'exercice financier municipal de 1985 ou de 1986, en raison d'une activité visée à l'article 77 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, 128 de la Loi sur les coopératives ou 6 de la Loi sur les syndicats coopératifs, à un organisme auquel s'applique l'un de ces articles.

Toute municipalité doit, dans les 90 jours de la réception d'une demande écrite en ce sens, rembourser à l'organisme qui a payé une taxe d'affaires nulle le montant qu'il a payé indûment, sans intérêt ni frais. En cas de défaut, le montant à rembourser porte intérêt au taux applicable aux arriérés de taxe d'affaires à compter de l'expiration du délai.

Pour effectuer le remboursement, la municipalité a les mêmes pouvoirs que pour effectuer un paiement ordonné par un tribunal.

Malgré le premier alinéa, la municipalité ou la communauté urbaine ou régionale responsable de l'expédition des comptes de taxe d'affaires ne peut, après le (*indiquer ici la date de la présentation de la présente loi*), expédier un tel compte pour l'exercice financier municipal de 1987 à un organisme visé au deuxième alinéa qui n'est pas régi par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

9. L'article 5 a effet aux fins de tout exercice financier municipal à compter de celui de 1988.

Aux fins de l'exercice de 1988, toute mention qui, selon une disposition édictée par l'article 5, doit être inscrite sur le compte de taxes foncières municipales peut être inscrite sur un document joint au compte et auquel renvoie celui-ci.

10. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).